

Manifestation des enseignants : la liberté de Christine Boutin

Article rédigé par *Marie-Joëlle Guillaume*, le 01 octobre 2011

Ancien ministre et candidate à l'élection présidentielle, Christine Boutin souhaitait se joindre le 28 septembre à la manifestation des enseignants, qui réunissait exceptionnellement école publique et école privée dans l'expression d'un profond désarroi. Empêchée de rejoindre le carré de tête par le service d'ordre de la FSU (Fédération syndicale unitaire), plaquée contre une barrière avec son directeur de campagne, elle dut finalement être exfiltrée par quatre policiers en civil, non sans que son porte-parole, Xavier Lemoine, maire de Montfermeil, qui la protégeait, n'ait eu droit à un coup de boule et quelques coups de pied de la part d'un membre dudit service d'ordre estampillé. Dans le même temps, Martine Aubry, autre candidate à l'élection présidentielle, paraissait dans le carré de tête.

Interrogée par divers médias à la suite de cette agression, Christine Boutin s'est dite surprise qu'on ait prétendu lui contester, comme française et comme citoyenne, la liberté fondamentale de manifester, notant par ailleurs que dans le carré de tête il n'y avait pas le moindre étendard de la CFTC, pourtant présente dans la manifestation, et qu'on n'y faisait pas référence à l'école privée. Pourquoi la candidate à l'élection présidentielle était-elle elle-même présente à cette manifestation, phagocytée par les syndicats de gauche ? J'ai souhaité apporter mon soutien au monde enseignant. Les suppressions de postes ne sont que l'arbre qui cache la forêt (...). L'école de la République est à bout de souffle. Incapable de donner à tous les enfants de réelles chances d'apprendre à lire, écrire et compter, elle est devenue une fabrique à creuser les ignorances et les inégalités et à broyer le corps enseignant.

De fait, l'exigence répétée de la gauche de toujours plus de moyens pour un ministère qui absorbe déjà le premier budget de l'Etat cache la volonté farouche de ne rien changer, ni aux méthodes pédagogiques ineptes qui tuent l'efficacité des apprentissages, ni à un système éducatif centralisé qui se moque de la liberté de choix des familles, ni au délitement de l'autorité qui rend impossible une vraie formation des jeunes. On ne peut pas mener une politique de réduction de postes dans l'enseignement sans qu'il y ait un projet derrière, une restructuration globale répondant à des nécessités éducatives, souligne Christine Boutin. Il faut une grande ambition pour l'école. Je propose de changer radicalement notre système éducatif.

Les bases de son projet ? La liberté éducative des familles, la qualité de la transmission. Supprimer le ministère de l'Education nationale au profit d'un ministère de l'Instruction publique : les parents éduquent, l'école instruit ; accorder une large autonomie aux établissements scolaires, afin à la fois d'accroître et conforter le rôle du chef d'établissement (recrutement des personnels...etc.), de mettre en œuvre les programmes dans une vraie liberté pédagogique et de restaurer l'autorité ; revenir, à l'école primaire, aux méthodes qui marchent (apprentissage traditionnel de la lecture et du calcul) ; mettre fin au collège unique au profit de filières différenciées, toutes performantes, pour permettre une vraie transmission des savoirs ; enfin, remettre à l'honneur l'uniforme à l'école, dans le double but de renforcer la cohésion et de concentrer les élèves sur le sérieux des apprentissages. Pour la candidate à l'élection présidentielle comme pour le parti chrétien-démocrate qu'elle anime, il n'y a rien de plus urgent, face à la crise, que de se donner à nouveau les moyens de former des hommes.

Marie-Joëlle Guillaume, Agrégée de l'Université, est directrice des Etudes du PCD.
